❹ La déscolarisation de la lecture, l'illettrisme.

L'AFL et l'illettrisme

Il y plus de vingt ans la commission interministérielle à laquelle Jean Foucambert et moi participions a produit un rapport intitulé *Des illettrés en France*. Jean y représentait l'AFL et moi - avec d'autres - le ministère de l'éducation. Nous étions dans l'euphorie post-81 et, plus que J. Foucambert, je croyais aux vertus du compromis. De nous deux, l'un a persévéré, pas l'autre : j'ai continué à fréquenter ce groupe jusqu'au terme de ses travaux alors que J. Foucambert l'a vite abandonné. Il avait compris que le dessein n'était que politicien alors que je voulais le croire, aussi, politique.

Il se trouve que l'ANLCI - Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme et successeur du GPLI - a organisé, entre le 5 et le 7 avril dernier (2005) à Lyon, un *Forum permanent des pratiques*. Le département des Hauts de Seine, financeur du PAL, m'ayant demandé d'y participer, j'ai accepté avec la (malicieuse) intention de mesurer ce qui, en 20 ans, aurait bougé dans la perception du phénomène. Allait-on refuser, encore et encore, de prendre en considération la dimension politique du problème ?

On a continué à voir dans l'illettrisme un dommage causé aux malchanceux de l'existence. Ils sont illettrés parce qu'ils n'ont tiré aucun bénéfice de leur passage à l'école et, le souci de justice aidant, il convient de leur donner une seconde chance. Soit mais on pourrait se demander, également, s'il faut changer quelque chose aux conditions économiques et sociales qui sont les leurs. Je n'ai rien entendu qui permette de nourrir quelque espoir sur ce point. Silence radio.

On peut se réjouir qu'on ait pris le parti de donner la parole aux acteurs. Fallait-il pour autant tenir en suspicion tout effort de théorisation ? Une phrase d'un responsable entendue de ma place de simple participant m'a fait sursauter. Je la livre telle que je l'ai entendue : *« la question est trop théorique pour être abordée ici »*. Ah bon !

De fait, la *Rencontre internationale francophone* était bien nommée : il s'agissait de décrire les pratiques repérées dans leur foisonnement, avec l'ambition de *« donner des idées »* mais surtout pas de s'intéresser aux causes profondes du phénomène. Tout s'est passé comme si on avait redouté d'inutiles (et stériles) confrontations. Parce que l'échange suppose la divergence, on lui préfère le consensus, qui là comme partout ailleurs, tient lieu de *« culture commune »*.

Les tables rondes

Dès la première, le ton était donné avec cet intitulé : *« vers un socle commun de compétences de base pour une société plus juste »* Désormais, c'est promis, on se demandera comment *« faire en sorte que chacun à tout moment de sa vie maîtrise au moins cette base de la base »*. La base de la base... La deuxième table aurait pu ne pas manquer d'intérêt. Elle portait un intitulé prometteur : *« susciter l'engagement dans un processus d'apprentissage »*. Là encore, ce fut en réalité un plaidoyer en faveur des *« compétences de base »*. Nous étions informés : les participants n'avaient pas à attendre de la rencontre qu'elle débouche sur de nouvelles perspectives fondatrices d'une autre façon de penser le rapport à la lecture et à l'écriture pour les années qui viennent. On se contenterait de décliner les mêmes constats et les mêmes propositions qui ont donné les excellents résultats que l'on sait.

Et les ateliers ?

Quatorze chantiers ont été ouverts, qu'on voudrait permanents. L'ANLCI est désormais structurée autour de chargés de mission régionaux réputés porteurs des suites de cette manifestation.

Citons les intitulés des ateliers. On comprendra mieux, la place réduite faite au « politique »

- *De la sensibilisation du grand public à l'engagement en formation : quelles pratiques ?*
- *Démarches et outils d'apprentissages en formation de base ? Quels choix pour les usagers ?*
- *Quelles pratiques pour développer la formation de base dans les services publics, les entreprises et faciliter l'accès à la validation des acquis ?*
- *Culture et lutte contre l'illettrisme : pratiques et partenariats de la petite enfance à tous les âges de la vie*
- *Prévention de l'illettrisme et interactions entre les familles et l'environnement éducatif : quels enjeux, quelles pratiques, quels partenariats ?*
- *Apprentissage des compétences de base dans les dispositifs de droit commun : quelles pratiques pédagogiques ?*
- *Technologies de l'information et de la communication : quels usages en formation de base ?*
- *Développement local : quelle place pour la lutte contre l'illettrisme ?*
- *Bénévoles et salariés : quelle place, quelles compétences pour les intervenants de la lutte contre l'illettrisme ?*
- *Pour faire face à des situations spécifiques, quelles démarches appropriées ? Seront abordées notamment les situations des personnes détenues, des jeunes en difficulté, des gens du voyage.*
- *Comment évaluer les acquis avant, pendant et après la formation ?*
- *Alphabétisation dans les milieux multilingues : l'expérience de pays africains francophones*
- *Ateliers d'écriture : démarches d'apprentissage et pratique culturelle*
- *Au cœur de politiques nationales : initiatives dans les pays francophones du Nord et du Sud*

Enfin, avec le tout dernier atelier, le mot « politique » est lâché. Allons voir. Le texte annonciateur de l'atelier porte en sous-titre : *« qualité des dispositifs de formation de savoirs de base »*. Zoom sur ce texte qui donne des indications utiles sur le sens du mot politique, tel qu'il faut l'entendre dans le contexte de la rencontre :

« Dans toutes les régions, des dispositifs de formation sur les savoirs de base ont été développés depuis une vingtaine d'années, Les modifications du contexte institutionnel (transfert aux Régions de nouvelles compétences en matière de formation professionnelle, recentrage des formations linguistiques du FASILD), ont conduit le ministère de l'emploi (DGEFP) à lancer une étude destinée à faire le point sur l'action menée en faveur des personnes en situation d'illettrisme, à travers le programme IRILL notamment, en la replaçant dans le contexte régional et départemental ».

Nous sommes loin de ce que l'AFL revendique quand elle parle de ville-lecture, à savoir la recherche des conditions de l'échange pour que des groupes responsables définissent avec l'aide des personnes concernées ce dont elles ont besoin pour mieux vivre. Le mot politique a été ramené, dans cet intitulé, à son sens le plus restrictif, d'un point de vue démocratique. Il s'agit pour un pouvoir institutionnel de vérifier les effets de ses décisions. Une autre conception de la politique est possible, non ?

Pour terminer, une devinette.

Dans quel atelier a-t-on rangé le PAL qui s'est lui-même présenté comme une *« autre modalité de l'accompagnement scolaire et éducatif »* ?

Réponse (édifiante) dans l'atelier : *« Pour faire face à des situations spécifiques, quelles démarches appropriées ? Seront abordées notamment les situations des personnes détenues, des jeunes en difficulté, des gens du voyage »*.

Ce seul choix suffirait à montrer qu'encore une fois, les rapports sociaux ne sont absolument pas pensés en termes de lutte entre des groupes forcément antagonistes puisque inégalitaires mais comme des accidents de la vie qu'il conviendrait de réparer.

La thématique de la « difficulté » a justifié ce choix : dans l'esprit des organisateurs, les détenus, certains jeunes, les gens du voyage ont en commun d'être en difficulté. Pour le coup, tout s'éclaire : non seulement l'illettrisme est bien un accident dans les histoires de vie, mais ceux que le supposé fléau a épargnés ne sont absolument pas concernés par la question.

Décidément à vingt ans de distance, on observe les mêmes refus : refus de prendre acte de la dimension politique du

problème, refus de voir que nos sociétés ne sont en crise que de croissance, ce qui leur impose de repenser le rapport à la lecture de tous et non de quelques uns, réputés responsables de leur situation.

Jean-Pierre BÉNICHOU

Le questionnement par l'AFL du concept d'illettrisme se lit aussi avec les articles suivants :

■ **Yvanne CHENOUF, De l'illettrisme comme facteur d'exclusion, A.L. n°62.** L'illettrisme ferait aujourd'hui exclusion, il serait le facteur de ce qui n'aurait pas existé sans lui... La spécificité de l'écrit, outil de pensée, d'élaboration d'un point de vue, est d'introduire la rupture avec « l'ordre naturel perçu ».

■ **Serge Koulberg, Illettrisme et insertion, A.L. n°62.** Dans la lutte contre l'illettrisme, il ne peut y avoir des experts, des exécutants et des... « exécutés » ! comme on ne peut enfermer la difficulté dans une somme de problèmes individuels qui ramène au scolarisant et au médicalisant mais au contraire toujours songer à sa dimension sociale.

■ **Nathalie BOIS, Yvanne CHENOUF, Sophie ÉTIENNE, Serge KOULBERG, Michel VIOLET, L'illettrisme au pied de la lettre, A.L. n°68.** Ou comment des adultes apprennent une autre langue... Un dossier illustrant la réflexion, les démarches et les techniques pédagogiques, de ce que dit et propose l'AFL à propos de la formation d'adultes.

■ Et avec le texte de Jean FOUCAMBERT ***L'inégalité au pied de la lettre*** paru dans ***Libération*** le 7 octobre 1983. (voir ci-après)

L'INÉGALITÉ AU PIED DE LA LETTRE

Quelqu'un songe-t-il encore à démocratiser les voyages en installant dans les quartiers déshérités des distributeurs de billets de diligence ? C'est pourtant ce que la France risque de connaître dans sa lutte contre l'analphabétisme. Comme les autres pays industrialisés ; mais avec quelques années de retard. Les États-Unis, par exemple, y ont consacré des sommes considérables : le nombre des analphabètes dépasse maintenant 20% ! Pourquoi ? Parce qu'il y a lecture et lecture...

Le vrai lecteur est bilingue

Celui qui déchiffre - le plus souvent en les prononçant - les mots d'une affiche, d'un mode d'emploi, d'une carte postale ou d'un programme télé ne regarde pas l'écrit de la même manière que celui qui plonge dans un roman, savoure un poème ou découvre, en quelques minutes les nouvelles transmises dans les 300 000 mots de son quotidien. Le deuxième ne dispose pas d'une technique améliorée. Il fait autre chose.

Le premier utilise la caractéristique alphabétique de la langue pour comprendre l'écrit grâce à l'oral qui lui correspond. Le deuxième traite l'écrit directement comme un langage pour l'œil, comme un message conçu pour le regard. Non pour l'oreille...

C'est la même différence qu'on observe entre celui qui *« se débrouille »* en anglais grâce à ses souvenirs scolaires et un bilingue. L'un part toujours du français et y revient ; il consume de l'énergie à traduire, au détriment de la communication ; l'autre pense et rêve directement dans la langue seconde. Sans passerelle...

Le premier aura recours à l'anglais dans des situations exceptionnelles, proches de l'urgente nécessité, sinon de la survie ; le second préfère les films en version originale. Il faut moins de 500 heures pour que le premier *« se débrouille »*, il faudra plus de 10 000 heures au bilingue. 500 heures de cours au premier, 10 000 heures de vie au second.

Ce n'est pas le même investissement ! Ni le même résultat ! D'autant moins que le deuxième ne coûte, en apparence, rien à la collectivité ! C'est une prime à la vie de famille. De certaines familles, avec nurse, parents bilingues ou voyageurs, cousins à l'étranger.

70 % des Français ne sont pas lecteurs. Il en va de même pour la lecture.

À la fin du siècle dernier, lorsque la bourgeoisie a eu besoin, pour réussir son projet industriel et politique, que producteurs et citoyens utilisent un peu l'écrit, elle a financé une vaste opération d'alphabétisation en imposant l'école primaire. L'investissement de quelques centaines d'heures pour faire d'un enfant un traducteur occasionnel d'écrit en oral s'est révélé une opération rentable, à tous points de vue. Y consacrer plus de 10000 heures eût été une erreur économique avant même d'être une faute politique. Et ce d'autant plus que les vrais lecteurs dont le corps social a besoin se recrutent depuis toujours dans certains milieux sans qu'il en coûte rien et de telle manière que les classes dominantes se reproduisent dans la meilleure conscience, gage des entreprises éternelles.

Car si l'école ne peut qu'alphabétiser, elle sélectionne, malgré tout, sur la manière d'être lecteur ; et aujourd'hui plus que jamais. Elle trie sur des comportements qu'elle n'enseigne pas. En effet, les 10 000 heures nécessaires pour devenir lecteur ne sont pas des leçons qui édifient un savoir futur mais des temps de vie au sein d'un milieu éducatif qui attribue déjà à l'intéressé un statut de lecteur, qui s'adresse à lui comme s'il était impossible qu'il ne soit pas utilisateur de l'écrit qui l'entoure et qui se mêle à toutes ses actions comme à celles de ses proches.

Pour les enfants qui ne connaissent pas de telles conditions sociales et culturelles, l'école doit transmettre une autre technique d'utilisation de l'écrit. Celle qu'on emploie quand on n'est pas lecteur.

Aujourd'hui, moins de 30% des Français savent lire ; les autres ont été alphabétisés. C'est évidemment parmi ces derniers que se recrutent les analphabètes. Mais pourquoi en nombre croissant ?

Avec l'écrit, c'est tout ou rien

Essentiellement parce que d'autres moyens de communication entrent avantageusement en concurrence avec l'écrit, dès lors qu'on ne sait l'utiliser que de manière alphabétique.

Prendre connaissance de l'actualité en déchiffrant le journal donne peu de satisfactions comparé aux informations télévisées. Mais quel lecteur, même téléspectateur assidu, songerait à se passer de son quotidien ?

Consacrer plusieurs semaines à un livre en déchiffrant trois pages chaque soir - qu'il faut reprendre le lendemain parce qu'on les a oubliées - ne supporte guère la comparaison avec le cinéma qui raconte une histoire en moins de deux heures. Mais quel lecteur, même cinéphile averti, songerait à se priver de roman ?

Le téléphone contre la lettre, le disque contre le poème... Et dans le *« strictement utilitaire »*, le rapport est encore moins favorable : les pictogrammes se généralisent, la sonorisation remplace l'affichage, l'impression automatique

des chèques par les caisses enregistreuses dispensent, comme les TVP, des opérations ennuyeuses pour tout le monde ; dans quelques mois, des cartes magnétiques personnalisées fourniront à des imprimantes l'information que réclament de manière répétitive, les formulaires administratifs...

Voilà bien longtemps que les milliers de travailleurs transplantés en Europe ont dû faire la preuve que le recours à l'écrit n'est plus une nécessité !

Pendant cent ans, de 1850 à 1950, l'écrit, dans la vie quotidienne, était difficilement contournable même s'il était exceptionnel ; aussi, le savoir alphabétique, acquis à l'école, continuait-il d'être entretenu par ces rencontres de survie. Cette époque est révolue. Utiliser l'écrit sur le mode rudimentaire du déchiffrement - même aisé - ne constitue plus un investissement ; pas davantage pour l'individu que pour le corps social. La communication de survie passe mieux par d'autres médias et la vraie plongée dans l'écrit suppose des stratégies différentes.

Dorénavant, avec l'écrit, ou c'est tout, ou il est préférable que ce ne soit rien. En ce sens, les analphabètes actuels sont des précurseurs, non des *« bavures »*, et ceux qui veulent les *« désanalphabétiser »* des nostalgiques. Les analphabètes font le bon choix en renonçant à une communication médiocre et en se tournant vers des médias plus rentables. Et toutes les culpabilisations n'y feront rien ! Quel intérêt a-t-on, par exemple, à laisser croire que c'est leur impossibilité individuelle d'utiliser l'écrit qui entretient les conditions sociales du chômage ? Se soucie-t-on d'analphabétisme dans les périodes de plein-emploi ? On est bien trop occupé à faire venir la main-d'œuvre étrangère !

Il est clair qu'une action centrée sur l'analphabétisme est un combat retardateur car l'usage de l'écrit qu'il vise n'a d'intérêt pour personne. Les quelques utilisations provisoires de l'écrit que les analphabètes acquièrent à grand-peine dans les cours du soir peuvent nous émouvoir en ce qu'elles manifestent de détresse et de fierté, d'espoir et de volonté. Nous émouvoir autant mais pas davantage que les chemins de croix gravis à genoux.

Il serait, du reste, illusoire d'attribuer à l'ensemble des analphabètes la motivation qui soutient les quelques centaines de stagiaires des divers centres. Même assortie de moyens, une généralisation est impensable.

Quoi qu'il en soit, leurs efforts apparaissent comme des hommages rendus à notre formidable privilège. Hommages qui peuvent nous rassurer d'autant mieux qu'ils ne le menacent pas. Bien au contraire, ces *« néo-ex-analphabètes »* n'auront, de toute façon, jamais accès, par l'écrit, à l'information qui accompagne le pouvoir. Leur savoir précaire, par l'effort consenti pour 1 acquérir, garantit seulement à nos yeux qu'ils seront des administrés plus administrables et des consommateurs plus dociles.

Au moins, ceux-là ne seront pas allés trop loin dans les chemins de la marginalité. Les autres nous font peur.

Ce cortège croissant d'exclus sonne la fin de l'ère alphabétique. Mais sûrement pas la fin de l'écrit ! Jamais l'écrit, libéré par les autres médias de la tâche de conserver l'oral, n'a été aussi présent, abondant, nécessaire, décisif. Dans tous les domaines, culturels, documentaires, informatifs, politiques, didactiques, il est le moyen privilégié de l'échange, du partage, de la réflexion, de la disponibilité, de la rapidité, de la faculté d'étude et de choix.

Il n'est pas de domaine où l'usage véritable de la démocratie ne passe pas par l'accès du plus grand nombre à la chose écrite. Il n'y a pas de partage possible du pouvoir sans partage de l'accès à l'écrit. Tous les militants le savent, tous les militants le vivent. Or, cet accès, c'est l'accès du bilingue, c'est l'écrit, langage pour l'œil, et non pour l'oreille, c'est la lecture opposée aux comportements alphabétiques.

L'inégalité dans l'utilisation de l'écrit constitue le goulot d'étranglement de toute vie démocratique. Or, ce langage pour l'œil n'est le fait que de 30% des Français. Les autres, et peu Importe qu'ils soient ou non analphabètes, en sont exclus.

L'enjeu de cette fin de siècle n'est sûrement pas la réalphabatisation de 10 à 15% des Français mais bien la lecturisation des trois quarts de la population. Et c'est un autre enjeu, un autre projet, d'avenir, celui-là. Les analphabètes ne représentent qu'un cas particulier de non-lecture. Et les solutions qui les concernent, pour nécessaires qu'elles soient, n'ont de sens que dans un dispositif d'ensemble qu'il faut définir préalablement.

Acquérir un statut nouveau

Le moment est... historique et le problème passionnant. Jusqu'ici on ne connaît que des conditions familiales pour devenir lecteur. Elles sont tellement liées au statut des classes privilégiées qu'il n'est pas possible - et encore moins souhaitable - de les généraliser. Il s'agit alors de trouver les conditions sociales et communautaires qui produiront des effets voisins.

Comment une société doit-elle se transformer pour que tous ses membres soient destinataires et utilisateurs des écrits les plus variés ? Concernés de manière inconditionnelle, de telle sorte que la relation à l'écrit précède toujours le savoir lire. Car la lecture est le produit d'un statut social. Chacun a la fréquentation de l'écrit qui correspond à un statut, et les techniques nécessaires à cette fréquentation. Aussi n'est-ce, pour personne, affaire de technique, toujours affaire de statut. De statut de lecteur.

Si le pourcentage d'alphabétisés constituait, il y a encore cinquante ans, un bon indicateur du développement industriel, le pourcentage de lecteurs est aujourd'hui, dans les sociétés industrialisées, révélateur du degré réel de démocratie. Aussi est-il à craindre que certaines mesures contre l'analphabétisme ne peuvent être conçues en dehors d'une action volontariste pour forcer l'entrée dans l'ère de la lecturisation. Et c'est un choix politique global sans commune mesure avec l'épongeage de bavures toujours renouvelées.

L'enjeu démocratique

Tout se tient, et rien ne peut attendre. Les transformations concernent l'ensemble des rapports sociaux, aussi bien dans le système productif que dans la vie des collectivités, dans les moyens d'information, dans le partage politique, dans le système éducatif, et dans la famille. Même si l'école tient une place essentielle, c'est donc la communauté tout entière qui est concernée.

Certaines pistes sont ouvertes ; quelques-unes même décrites dans un ouvrage de l'AFL : *Lire, c'est vraiment simple... quand c'est l'affaire de tous*. Lorsque la conscience des problèmes s'impose, les solutions sont presque à portée de main. Ou de poing...

AUSSI est-il à craindre que certaines mesures charitables proposées pour réduire l'analphabétisme n'aient d'autre effet que de prolonger la logique d'un siècle d'alphabétisation, retardant jusqu'à la compromettre celle de la lecturisation.

L'acharnement thérapeutique, ça existe ! Mais à qui profite-t-il ? ■

Jean FOUCAMBERT